

1. INTRODUCTION

1.1 Généralités

L'article 7 de la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur le droit foncier rural (ci-après: LDFR) définit la notion d'entreprise agricole. Elle utilise notamment, pour ce faire, la notion d'unité de main d'œuvre standard (ci-après: UMOS), qui définit de manière normée les besoins en main d'œuvre de l'entreprise agricole.

La notion d'entreprise agricole selon la LDFR déploie à ce jour ses effets dans de multiples domaines d'intervention de la politique agricole, ou même de l'aménagement du territoire, bien au-delà des buts propres au droit foncier rural. Cette notion est ainsi fondamentale, et chaque modification qui lui est apportée a de profonds impacts, notamment, sous l'angle de l'évolution des structures agricoles.

1.2 La modification de la LDFR du 5 octobre 2007

Dans le cadre du projet de politique agricole 2011 (ci-après: PA 2011), la Confédération a relevé la limite minimale de la taille d'une entreprise agricole au sens de l'article 7 al. 1 LDFR. Cette limite minimale passera à 1,0 UMOS, à la place de 0,75 UMOS (état actuel de la LDFR), dès l'entrée en vigueur de la modification du 5 octobre 2007 de la LDFR, le 1^{er} septembre 2008.

Au vu de la diversité de l'agriculture suisse et de ses structures foncières et patrimoniales, la Confédération a toutefois jugé préférable de laisser aux cantons la possibilité de légiférer afin de soumettre aux dispositions particulières sur les entreprises agricoles celles qui n'atteignent pas la taille minimale de 1,0 UMOS (art. 5 let. a LDFR). Cette nouvelle limite entrera en vigueur dans le canton de Fribourg si celui-ci ne fait pas usage de la possibilité, qui lui est réservée à l'article 5 let. a LDFR, de soumettre aux dispositions particulières sur les entreprises agricoles celles dont la taille est supérieure ou égale à 0,75 UMOS.

Les impacts les plus importants d'une augmentation de la valeur limite à 1,0 UMOS se feront sentir dans le droit successoral paysan (possibilité des descendants de reprendre le domaine à la valeur de rendement agricole) et dans certains des aspects publics du droit foncier rural (limite du partage matériel), mais aussi en matière de bail à ferme agricole (durée minimale de bail de 9 ans, approbation obligatoire du fermage) et d'investissements agricoles (crédits agricoles, constructions de logements ou activités accessoires non agricoles hors des zones à bâtir).

2.1 En général

Le but recherché par le Conseil fédéral en augmentant la limite minimale pour être reconnu comme entreprise agricole est de favoriser l'évolution des structures agricoles pour les rendre plus compétitives, en mettant à contribution tant le droit privé (droits successoraux) que public (autorisations foncières) pour décourager la reprise de domaines jugés trop petits au bénéfice de l'agrandissement des entreprises de taille plus importante.

La valeur de 1,0 UMOS retenue le 5 octobre 2007 par le Parlement fédéral est une valeur de compromis, qui permet de contenir l'évolution structurelle à un rythme socialement supportable. Correspondant à une pleine charge de travail d'une unité de main d'œuvre agricole, cette limite est le gage d'une exploitation familiale que l'on peut encore qualifier de professionnelle et à laquelle les droits (p. ex: reprise de domaines à la valeur de rendement agricole) et les contraintes (p. ex: interdiction de partage matériel) posés par la LDFR semblent raisonnablement applicables sans contestations internes (familles paysannes), ni externes (société civile et politique agricole). Cette taille de 1,0 UMOS représente aussi l'expression minimale d'une exploitation qui peut encore être exploitée à titre principal.

2.2 UMOS et exploitations selon la LDFR

2.2.1 Définitions

Afin d'illustrer la signification concrète du passage de 0,75 à 1,0 UMOS, il est intéressant de présenter schématiquement quelques exploitations remplissant les conditions requises pour être reconnues au sens de la LDFR.

La définition des unités de main-d'œuvre standard est donnée dans l'ordonnance sur la terminologie agricole et la reconnaissance des formes d'exploitation (ci-après: OTerm). L'UMOS sert à saisir les besoins en travail de toute l'exploitation à l'aide de facteurs standardisés. On peut mentionner les principaux facteurs UMOS suivants:

- pour la surface agricole utile (ci-après: SAU) sans les cultures spéciales, le facteur est fixé à 0,028 UMOS/ha¹;
- pour les vaches laitières, il est fixé à 0,043 UMOS/UGB²;
- pour les autres animaux de rente, comme les jeunes bovins, il est fixé à 0,03 UMOS/UGB;
- des suppléments sont notamment prévus pour les terrains en pente dans les zones de montagne et de collines (18 à 35% de déclivité: 0,015 UMOS/ha et plus de 35% de déclivité: 0,03 UMOS/ha).

Ainsi il est possible, sur la base de ces facteurs, de déterminer le besoin en travail standardisé de diverses exploitations. A l'aide d'exemples dont le détail est fourni en annexe, il est possible d'illustrer ce que représentent des exploitations de 0,75 UMOS, respectivement 1,0 UMOS.

¹ Hectares

² Unité de gros bétail

2.2.2 Exemples d'illustrations

Cas 1: Exploitation mixte de plaine¹

Une exploitation de 15 hectares avec bétail comprenant un cheptel de 5 vaches et environ 8 génisses correspond à 0,75 UMOS. La même exploitation de 15 hectares avec un cheptel de 8 vaches et environ 16 génisses correspond à 1,0 UMOS.

Cas 2: Exploitation mixte de montagne²

Une exploitation de 9 hectares avec 4 hectares en pente de 18 à 35% et 2 hectares de plus de 35% avec un troupeau comprenant un cheptel de 6 vaches et environ 8 génisses correspond à 0,75 UMOS. La même exploitation de 9 hectares avec un cheptel de 10 vaches et environ 14 génisses correspond à 1,0 UMOS.

Cas 3: Exploitation de grandes cultures en plaine³

Une exploitation de 27 hectares en plaine sans bétail correspond à 0,75 UMOS. Avec la nouvelle définition, il faut compter, uniquement avec des cultures et sans bétail, avec une surface de 36 hectares pour atteindre 1,0 UMOS. En considérant une exploitation de grandes cultures de 27 hectares avec une production complémentaire de bovins à l'engrais d'environ 18 têtes, on atteint la taille de 1,0 UMOS.

2.2.3 Commentaires

Sur la base des exemples ci-dessus, on constate que tant que les exploitations détiennent du bétail, la nouvelle limite fixée à 1,0 UMOS correspond à des exploitations de taille moyenne et, dans tous les cas, de taille inférieure à la taille moyenne des entreprises agricoles de notre canton. La dimension des cheptels considérés est également inférieure à la moyenne cantonale. Le changement de limite de 0,75 UMOS à 1,0 UMOS a, par contre, une incidence plus marquée sur les exploitations de plaine sans bétail où l'exemple calculé montre un passage d'une taille de 27 hectares à 36 hectares. Toutefois, l'on constate que si l'exploitation devait garder une production de bovins à l'engrais, une exploitation de 27 hectares avec environ 18 têtes correspondrait à la définition de 1,0 UMOS.

Il est à relever que le canton de Fribourg comprend une majorité d'exploitations agricoles orientées vers la production laitière et que la garde de bétail y est généralement pratiquée. Ainsi, l'on peut dire que dans l'ensemble la limite de 1,0 UMOS fixée par la législation aura des conséquences limitées dans notre canton.

2.3 Situation dans le canton de Fribourg

Il sied d'examiner l'impact que peut avoir, dans le canton de Fribourg, l'augmentation de la limite d'UMOS sur les entreprises agricoles. Pour ce faire, il s'agit d'abord d'analyser la structure des exploitations fribourgeoises. Les chiffres de référence, utilisés dans les tableaux ci-dessous, sont ceux de l'année 2007. Ils sont issus des données relatives aux paiements directs contenues dans le système GELAN.

¹ cf. annexe: tableaux cas 1

² cf. annexe: tableaux cas 2

³ cf. annexe: tableaux cas 3

2.3.1 Exploitations fribourgeoises en fonction des UMOS par zone de production

NOMBRE D'UMOS	ZONE DE PLAINE	ZONE DES COLLINES	ZONE DE MONTAGNE 1 À 4	NOMBRE D'EXPLOITATIONS
DE 0 à 0,75	225	94	144	463 (soit 15,8% du total)
de 0,75 à 1	130	51	46	227 (soit 7,76% du total)
de 1 à 1,25	118	56	67	241 (soit 8,24% du total)
Plus de 1,25	977	414	602	1993 (soit 68,2% du total)
Total	1450	615	859	2924 (soit 100%)

2.3.2 Exploitations fribourgeoises qui nécessitent entre 0,75 UMOS et 1,0 UMOS par zone de production et classe de grandeur

SAU	Zone de plaine	Zone des collines	Zone de montagne 1	Zone de montagne 2 à 4	Total	% par rapport à 2924
De 0 ha à 10 ha	22	14	18	5	59	2,02%
de 10 ha à 20 ha	63	35	15	7	120	4,1%
de 20 ha à 30 ha	34	2	1	0	37	1,27%
de 30 ha et +	11	0	0	0	11	0,37%
Total	130	51	34	12	227	7,76%

2.3.3 Exploitations fribourgeoises de plus de 20 ha qui nécessitent entre 0,75 UMOS et 1,0 UMOS

SAU	ZONE DE PLAINE	ZONE DES COLLINES	ZONE DE MONTAGNE 1	ZONE DE MONTAGNE 2 À 4	TOTAL
DE 20 HA À 30HA	34	2	1	0	37
% par rapport à 2924	1,16%	0,07%	0,03%	0%	1,27%
De 30 ha et +	11	0	0	0	11
% par rapport à 2924	0,38%	0%	0%	0%	0,37%
De 20 ha et +	45	2	1	0	48
% par rapport à 2924	1,54%	0,07%	0,03%	0%	1,64%

2.3.4 Conclusions

Il ressort des données statistiques résumées au chiffre 2.3.1 ci-dessus que la proportion d'exploitations fribourgeoises qui se situent entre 0,75 UMOS et 1,0 UMOS est de 7,76%, soit 227 unités. Ce sont ces exploitations qui, sans intervention du législateur fribourgeois, seront touchées par la récente modification de la LDFR.

Le tableau 2.3.2 illustre pour les exploitations qui se situent entre 0,75 UMOS et 1,0 UMOS, soit les exploitations qui tombent sous le coup de l'augmentation du seuil d'UMOS, leur répartition par classe de grandeur. Statistiquement, on peut considérer deux catégories. D'une part, les exploitations qui comptent une surface inférieure à 20 ha. Il s'agit là essentiellement de plus petites exploitations, dont la dimension est problématique

dans le contexte de l'évolution de la politique agricole. Le canton en compte 179. D'autre part, il s'agit des exploitations qui comptent plus de 20 ha. Ce sont là des exploitations agricoles de taille plus importante qui ont atteint une taille jugée suffisante pour permettre une exploitation agricole rationnelle. Ces exploitations, qui sont au nombre de 48, ne forment que le 1,64% du total des exploitations considérées.

Il ressort du tableau 2.3.3 que seules 3 entreprises sur 48 situées dans la tranche de 0,75 UMOS à 1,0 UMOS et de plus de 20 hectares se trouvent en zone des collines et en zone de montagne 1. Les 45 autres exploitations touchées par l'adaptation fédérale se situent en zone de plaine. Il s'agit généralement d'exploitations sans bétail et spécialisées dans les grandes cultures.

3. LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Les conséquences de la modification du 5 octobre 2007 ont été discutées avec les représentants fribourgeois du monde agricole, en particulier la Chambre fribourgeoise d'agriculture et l'Union des paysans fribourgeois.

La Commission de l'agriculture a en outre, conformément au mandat qui lui est donné par la loi sur l'agriculture (art. 11 al. 2 LAgri) fait part de sa détermination en ce qui concerne les options qu'il conviendrait de suivre dans le canton de Fribourg suite à la modification de la LDFR. Elle admet qu'il soit fait usage, dans le canton, de la liberté conférée par le droit fédéral à l'article 5 let. a LDFR, mais soutient que cela ne doit se faire que pour une période transitoire.

4. LA PROPOSITION DU CONSEIL D'ÉTAT

A l'instar du Parlement fédéral, qui a souhaité modérer le rythme de l'évolution des structures des exploitations qu'entendait imprimer le Conseil fédéral dans le cadre du projet PA 2011, et de la Commission de l'agriculture, le Conseil d'Etat souhaite laisser aux exploitants de domaines agricoles n'atteignant pas, souvent de peu, la nouvelle limite de 1,0 UMOS, une période adéquate afin qu'ils puissent mettre en œuvre leurs projets en cours de reprise en propriété ou d'investissements sans être pénalisés de manière trop abrupte par la nouvelle limite fédérale.

Une autre solution serait celle consistant à instituer une dérogation permanente à la valeur de 1,0 UMOS, ainsi que l'a fait le canton de Berne pour les exploitations de montagne. Une telle disposition devrait alors être ancrée dans l'actuelle loi du 28 septembre 1993 d'application de la loi fédérale sur le droit foncier rural (ci-après: LAL-DFR). Elle serait par contre de nature à freiner excessivement l'évolution structurelle des exploitations agricoles fribourgeoises, qui reste néanmoins souhaitable.

La solution préférée est de différer l'entrée en vigueur dans le canton des dispositions concernées. Il est ainsi proposé de maintenir la limite de 0,75 UMOS pour les entreprises agricoles durant une phase de transition d'un peu plus de deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2010. Cela permettra d'éviter que des projets imminents de reprise ou de développement dynamique concernant des domaines dont le nombre d'UMOS est proche ou légèrement inférieur à la nouvelle limite soient mis en péril inutilement, sans avoir laissé à leur propriétaire le temps, donc l'opportunité de les réaliser.

La solution proposée prend dès lors la forme d'une loi limitant dans le temps la définition cantonale dérogatoire de l'entreprise agricole au sens de la LDFR. Elle permet aux exploitants de prendre leurs dispositions dans un délai raisonnable pour en tirer parti, le cas échéant, durant la période allant du 1^{er} septembre 2008 (entrée en vigueur du droit fédéral modifié) jusqu'au 31 décembre 2010. Une solution similaire sera vraisemblablement retenue aussi dans le canton de Vaud, des échanges fructueux ayant eu lieu entre les deux cantons.

5. COMMENTAIRE DES ARTICLES DU PROJET

Article 1

L'article 1 est destiné à maintenir, dans le canton de Fribourg, la limite de 0,75 UMOS pour être reconnu en tant qu'entreprise agricole LDFR.

Article 2

Conformément à la proposition du Conseil d'Etat, la solution proposée ne doit revêtir qu'un caractère transitoire. C'est la raison pour laquelle la présente loi expirera le 31 décembre 2010.

A noter en outre que, comme la loi fédérale est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2008 déjà, il est proposé de donner à la présente loi un effet rétroactif à cette dernière date, ceci afin d'assurer une continuité sous l'angle juridique. On rappelle en effet que jusqu'au 1^{er} septembre 2008, la limite fédérale était fixée à 0,75 UMOS.

6. INCIDENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL

Le présent projet de loi n'induit aucune incidence financière ou en personnel.

7. INFLUENCE DU PROJET SUR LA RÉPARTITION DES TÂCHES ÉTAT-COMMUNES

Le présent projet de loi n'a aucune influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

8. CONFORMITÉ AU DROIT FÉDÉRAL ET EUROCOMPATIBILITÉ

Les modifications ou adaptations concernées par le présent projet de loi sont conformes au droit fédéral.

Ce projet de loi ne rencontre par ailleurs aucune incompatibilité avec le droit européen.

9. REFERENDUM LÉGISLATIF

Le présent projet de loi est soumis au referendum législatif. Il n'est pas soumis au referendum financier.

ANNEXES :

Cas 1 : Exploitation mixte de plaine (environ 0,75 UMOS)

	NOMBRE			COEFFICIENT 2008		UMOS
POUR LA SAU	15.0	ha	x	0,028	=	0,420
CULTURES SPECIALES		ha	x	0,3	=	
SURFACES VITICOLES PENTES / TERRASSES		ha	x	1,0	=	
SUPPLEMENT CULTURE BIOLOGIQUE 20 %		ha	x	20 %	=	
TERRAINS EN PENTE (ZPC/ZM) 18-35 %		ha	x	0,015	=	
PENTE < 35 %		ha	x	0,03	=	
VACHES, BREBIS, CHEVRES LAIT.	5.00	UGB	x	0,043	=	0,215
PORCS A L'ENGRAIS		UGB	x	0,007	=	
PORCS D'ELEVAGE		UGB	x	0,04	=	
AUTRES ANIMAUX DE RENTE	4.00	UGB	x	0,03	=	0,120
ARBRES FRUITIERS HAUTE-TIGE		nb	x	0,001	=	
TOTAL UMOS						<u>0,755</u>

Cas 1 : Exploitation mixte de plaine (environ 1,0 UMOS)

	NOMBRE			COEFFICIENT 2008		UMOS
POUR LA SAU	15.0	ha	x	0,028	=	0,420
CULTURES SPECIALES		ha	x	0,3	=	
SURFACES VITICOLES PENTES / TERRASSES		ha	x	1,0	=	
SUPPLEMENT CULTURE BIOLOGIQUE 20 %		ha	x	20 %	=	
TERRAINS EN PENTE (ZPC/ZM) 18-35 %		ha	x	0,015	=	
PENTE < 35 %		ha	x	0,03	=	
VACHES, BREBIS, CHEVRES LAIT.	8.00	UGB	x	0,043	=	0,344
PORCS A L'ENGRAIS		UGB	x	0,007	=	
PORCS D'ELEVAGE		UGB	x	0,04	=	
AUTRES ANIMAUX DE RENTE	8.00	UGB	x	0,03	=	0,240
ARBRES FRUITIERS HAUTE-TIGE		nb	x	0,001	=	
TOTAL UMOS						<u>1,004</u>

Cas 2 : Exploitation mixte de montagne (environ 0,75 UMOS)

	NOMBRE			COEFFICIENT 2008		UMOS
POUR LA SAU	9.0	ha	x	0,028	=	0,252
CULTURES SPECIALES		ha	x	0,3	=	
SURFACES VITICOLES PENTES / TERRASSES		ha	x	1,0	=	
SUPPLEMENT CULTURE BIOLOGIQUE 20 %		ha	x	20 %	=	
TERRAINS EN PENTE (ZPC/ZM) 18-35 %	4.00	ha	x	0,015	=	0,060
PENTE < 35 %	2.00	ha	x	0,03	=	0,060
VACHES, BREBIS, CHEVRES LAIT.	6.00	UGB	x	0,043	=	0,258
PORCS A L'ENGRAIS		UGB	x	0,007	=	
PORCS D'ELEVAGE		UGB	x	0,04	=	
AUTRES ANIMAUX DE RENTE	4.00	UGB	x	0,03	=	0,120
ARBRES FRUITIERS HAUTE-TIGE		nb	x	0,001	=	
TOTAL UMOS						<u>0,750</u>

Cas 2 : Exploitation mixte de montagne (environ 1,0 UMOS)

	NOMBRE			COEFFICIENT 2008		UMOS
POUR LA SAU	9.0	ha	x	0,028	=	0,252
CULTURES SPECIALES		ha	x	0,3	=	
SURFACES VITICOLES PENTES / TERRASSES		ha	x	1,0	=	
SUPPLEMENT CULTURE BIOLOGIQUE 20 %		ha	x	20 %	=	
TERRAINS EN PENTE (ZPC/ZM) 18-35 %	4.00	ha	x	0,015	=	0,060
PENTE < 35 %	2.00	ha	x	0,03	=	0,060
VACHES, BREBIS, CHEVRES LAIT.	10.00	UGB	x	0,043	=	0,430
PORCS A L'ENGRAIS		UGB	x	0,007	=	
PORCS D'ELEVAGE		UGB	x	0,04	=	
AUTRES ANIMAUX DE RENTE	7.00	UGB	x	0,03	=	0,210
ARBRES FRUITIERS HAUTE-TIGE		nb	x	0,001	=	
TOTAL UMOS						<u>1,012</u>

Cas 3 : Exploitation de grandes cultures en plaine sans bétail (environ 0,75 UMOS)

	NOMBRE			COEFFICIENT 2008		UMOS
POUR LA SAU	27.0	ha	x	0,028	=	0,756
CULTURES SPECIALES		ha	x	0,3	=	
SURFACES VITICOLES PENTES / TERRASSES		ha	x	1,0	=	
SUPPLEMENT CULTURE BIOLOGIQUE 20 %		ha	x	20 %	=	
TERRAINS EN PENTE (ZPC/ZM) 18-35 %		ha	x	0,015	=	
PENTE < 35 %		ha	x	0,03	=	
VACHES, BREBIS, CHEVRES LAIT.		UGB	x	0,043	=	
PORCS A L'ENGRAIS		UGB	x	0,007	=	
PORCS D'ELEVAGE		UGB	x	0,04	=	
AUTRES ANIMAUX DE RENTE		UGB	x	0,03	=	
ARBRES FRUITIERS HAUTE-TIGE		nb	x	0,001	=	
TOTAL UMOS						<u>0,756</u>

Cas 3 : Exploitation de grandes cultures en plaine sans bétail (environ 1,0 UMOS)

	NOMBRE			COEFFICIENT 2008		UMOS
POUR LA SAU	36.0	ha	x	0,028	=	1,008
CULTURES SPECIALES		ha	x	0,3	=	
SURFACES VITICOLES PENTES / TERRASSES		ha	x	1,0	=	
SUPPLEMENT CULTURE BIOLOGIQUE 20 %		ha	x	20 %	=	
TERRAINS EN PENTE (ZPC/ZM) 18-35 %		ha	x	0,015	=	
PENTE < 35 %		ha	x	0,03	=	
VACHES, BREBIS, CHEVRES LAIT.		UGB	x	0,043	=	
PORCS A L'ENGRAIS		UGB	x	0,007	=	
PORCS D'ELEVAGE		UGB	x	0,04	=	
AUTRES ANIMAUX DE RENTE		UGB	x	0,03	=	
ARBRES FRUITIERS HAUTE-TIGE		nb	x	0,001	=	
TOTAL UMOS						<u>1,008</u>

Cas 3 : Exploitation de grandes cultures en plaine avec bétail à l'engrais (environ 1,0 UMOS)

	NOMBRE			COEFFICIENT 2008		UMOS
POUR LA SAU	27.0	ha	x	0,028	=	0,756
CULTURES SPECIALES		ha	x	0,3	=	
SURFACES VITICOLES PENTES / TERRASSES		ha	x	1,0	=	
SUPPLEMENT CULTURE BIOLOGIQUE 20 %		ha	x	20 %	=	
TERRAINS EN PENTE (ZPC/ZM) 18-35 %		ha	x	0,015	=	
PENTE < 35 %		ha	x	0,03	=	
VACHES, BREBIS, CHEVRES LAIT.		UGB	x	0,043	=	
PORCS A L'ENGRAIS		UGB	x	0,007	=	
PORCS D'ELEVAGE		UGB	x	0,04	=	
AUTRES ANIMAUX DE RENTE	9.00	UGB	x	0,03	=	0,270
ARBRES FRUITIERS HAUTE-TIGE		nb	x	0,001	=	
TOTAL UMOS						<u>1,026</u>

BOTSCHAFT Nr. 81
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Gesetzesentwurf über die Definition
des landwirtschaftlichen Gewerbes
für die Jahre 2008, 2009 und 2010

24. Juni 2008

1. EINFÜHRUNG

1.1 Allgemeines

In Artikel 7 des Bundesgesetzes vom 4. Oktober 1991 über das bäuerliche Bodenrecht (BGBB) ist das «landwirtschaftliche Gewerbe» definiert. Dazu wird namentlich der Begriff der «Standardarbeitskraft» (SAK) verwendet, der den Bedarf an Arbeitskräften des landwirtschaftlichen Gewerbes mit Hilfe standardisierter Faktoren festlegt.

Der Begriff des landwirtschaftlichen Gewerbes gemäss dem BGBB wirkt sich bis heute auf zahlreiche Einflussbereiche der Agrarpolitik und selbst die Raumplanung aus und geht somit weit über die eigentlichen Zielsetzungen des bäuerlichen Bodenrechts hinaus. Es handelt sich hier somit um einen wesentlichen Begriff und jede Änderung ist mit tiefgreifenden Auswirkungen verbunden, namentlich im Hinblick auf die Entwicklung der landwirtschaftlichen Strukturen.

1.2 Die Änderung des BGBB vom 5. Oktober 2007

Im Rahmen der Agrarpolitik 2011 (AP 2011) hat der Bund die Mindestgrösse eines landwirtschaftlichen Gewerbes im Sinne von Artikel 7 Abs. 1 BGBB hinaufgesetzt. Sobald die Änderung des BGBB vom 5. Oktober in Kraft tritt, d.h. ab dem 1. September 2008, wird die Mindestgrösse nicht mehr 0,75 SAK (gegenwärtiger Stand des BGBB), sondern 1,0 SAK betragen.

In Anbetracht der Vielfalt der schweizerischen Landwirtschaft und ihrer boden- und erbrechtlichen Strukturen zog es der Bund jedoch vor, den Kantonen die Rechtsetzungskompetenz zu übertragen, die landwirtschaftlichen Betriebe, die die minimale Betriebsgrösse von 1 SAK nicht erreichen, den besonderen Bestimmungen über die landwirtschaftlichen Gewerbe zu unterstellen (Art. 5 Bst. a BGBB). Die neue minimale Betriebsgrösse wird auch im Kanton Freiburg in Kraft treten, wenn er von der ihm in Artikel 5 Bst. a BGBB eingeräumten Möglichkeit, landwirtschaftliche Betriebe von einer Grösse von 0,75 SAK oder mehr, den besonderen Bestimmungen über die landwirtschaftlichen Gewerbe zu unterstellen, nicht Gebrauch macht.

Die Auswirkungen einer Erhöhung der minimalen Betriebsgrösse auf 1,0 SAK wird vor allem im bäuerlichen Erbrecht zu spüren sein (Möglichkeit der Nachkommen, das Gewerbe zum Ertragswert zu übernehmen) und in gewissen öffentlich-rechtlichen Bereichen des bäuerlichen Bodenrechts (Einschränkung von Realteilungen), jedoch auch im Bereich der landwirtschaftlichen Pacht (minimale Pachtdauer von 9 Jahren, obligatorische Genehmigung des Pachtzinses) und den landwirtschaftlichen Investitionen (Agrarkredite, Wohnungsbau oder nichtlandwirtschaftliche Nebenbetriebe ausserhalb der Bauzonen).

2. ENTWICKLUNG DER LANDWIRTSCHAFTLICHEN STRUKTUREN UND AP 2011

2.1 Im Allgemeinen

Mit der Erhöhung der minimalen Betriebsgrösse für die Anerkennung als landwirtschaftliches Gewerbe will der Bundesrat die Entwicklung der landwirtschaftlichen Strukturen fördern und sie wettbewerbsfähiger machen. Dazu zieht er sowohl das Privatrecht (Erbrecht) als auch das öffentliche Recht (Bewilligungen im Bereich Bodenrecht) heran mit dem Ziel, dass von der Übernahme von als zu klein beurteilten Betrieben zugunsten einer Vergrößerung von grösseren Betrieben abgesehen wird.

Bei den vom eidgenössischen Parlament am 5. Oktober beschlossenen 1,0 SAK handelt es sich um einen Kompromisswert, der es ermöglicht, die strukturelle Entwicklung in einem sozial tragbaren Rhythmus zu halten. Eine Standardarbeitskraft in der Landwirtschaft entspricht einer Vollzeitstelle. Somit steht diese Mindestgrösse für einen Familienbetrieb, der noch als professionell eingestuft werden kann und auf den die vom BGBB auferlegten Rechte (z.B.: Übernahme des Betriebs zum Ertragswert) und Einschränkungen (z.B.: Realteilungsverbot) in vernünftiger Weise anwendbar sein dürften, ohne intern (durch die Bauernfamilien) oder extern (Zivilgesellschaft und Agrarpolitik) in Frage gestellt zu werden. Die Grösse von 1,0 SAK stellt auch die Mindestgrösse eines Betriebs dar, der noch im Rahmen einer Hauptbeschäftigung bewirtschaftet werden kann.

2.2 SAK und Gewerbe gemäss dem BGBB

2.2.1 Definitionen

Um die konkrete Bedeutung des Übergangs von 0,75 auf 1,0 SAK zu veranschaulichen, werden einige Betriebe, die die Voraussetzungen erfüllen, um im Sinne des BGBB anerkannt zu werden, im Folgenden schematisch dargestellt.

Die Definition der Standardarbeitskraft findet sich in der Verordnung über landwirtschaftliche Begriffe und die Anerkennung von Betriebsformen (LBV). Die SAK ist eine Einheit für die Erfassung des gesamtbetrieblichen Arbeitszeitbedarfs mit Hilfe standardisierter Faktoren. Die wichtigsten Faktoren zur Berechnung der SAK seien hier erwähnt:

- für die landwirtschaftliche Nutzfläche (LN) ohne Spezialkulturen beträgt der Faktor 0,028 SAK/ha¹;
- für Milchkühe wurde der Faktor auf 0,043 SAK/GVE² festgelegt;
- für die anderen Nutztiere, wie z.B. junge Rinder, beträgt der Faktor 0,03 SAK/GVE;
- Zuschläge sind unter anderem für Hanglagen im Berggebiet und in der Hügelzone vorgesehen (18–35% Neigung: 0,015 SAK/ha und mehr als 35% Neigung: 0,03 SAK/ha).

Aufgrund dieser Faktoren ist es möglich, den Bedarf an Standardarbeitskräften für die verschiedenen Betriebe zu bestimmen. Mit den Beispielen im Anhang soll veran-

¹ Hektare

² Grossvieheinheit

schaulich werden, wie ein Betrieb mit 0,75 SAK, bzw. ein Betrieb mit 1,0 SAK aussieht.

2.2.2 Beispiele zur Veranschaulichung

Fall 1: Gemischter Betrieb im Talgebiet¹

Ein Betrieb von 15 Hektaren und einem Viehbestand von 5 Kühen und rund 8 Rindern entspricht 0,75 SAK. Der gleiche Betrieb von 15 Hektaren mit einem Viehbestand von 8 Kühen und rund 16 Rindern entspricht 1,0 SAK.

Fall 2: Gemischter Betrieb im Berggebiet²

Ein Betrieb mit einer Grösse von 9 Hektaren mit 4 Hektaren in Hanglage mit einer Neigung von 18 bis 35% und 2 Hektaren mit einer Neigung von mehr als 35% sowie einer Herde mit 6 Kühen und ungefähr 8 Rindern entspricht 0,75 SAK. Der gleiche Betrieb von 9 Hektaren mit einem Viehbestand von 10 Kühen und rund 14 Rindern entspricht 1,0 SAK.

Fall 3: Ackerbaubetrieb im Talgebiet³

Ein 27 Hektaren grosser Betrieb im Talgebiet ohne Vieh entspricht 0,75 SAK. Mit der neuen Definition sind für einen Betrieb, auf dem nur Ackerbau betrieben und kein Vieh gehalten wird, 36 Hektaren nötig, damit 1,0 SAK erreicht werden. Wenn der Betrieb 27 Hektaren umfasst und zusätzlich 18 Stück Mastvieh produziert, erreicht man eine Grösse von 1,0 SAK.

2.2.3 Kommentare

Aufgrund der obigen Beispiele lässt sich feststellen, dass wenn die Betriebe Vieh halten, die neue Grenze von 1,0 SAK einem mittleren Betrieb entspricht, der auf jeden Fall kleiner ist als ein durchschnittlicher Landwirtschaftsbetrieb in unserem Kanton. Auch der berücksichtigte Viehbestand liegt unter dem kantonalen Durchschnitt. Die Heraufsetzung des Grenzwerts von 0,75 SAK auf 1,0 SAK hat jedoch stärkere Auswirkungen auf die Betriebe im Talgebiet ohne Vieh. Wie das obige Beispiel zeigt, steigt die Grösse des Betriebs von 27 Hektaren auf 36 Hektaren an. Wenn der 27 Hektaren grosse Betrieb jedoch gleichzeitig auch noch Mastvieh produziert, so würde er mit rund 18 Stück Vieh der Definition von 1,0 SAK entsprechen.

Die Landwirtschaftsbetriebe im Kanton Freiburg sind mehrheitlich auf Milchproduktion ausgerichtet und halten im Allgemeinen Vieh. Insgesamt kann man sagen, dass die in der Gesetzgebung festgelegte minimale Betriebsgrösse von 1,0 SAK in unserem Kanton somit nur beschränkte Auswirkungen haben wird.

2.3 Situation im Kanton Freiburg

Es sollte überprüft werden, wie sich eine Heraufsetzung der SAK-Grenze im Kanton Freiburg auf die Landwirtschaftsbetriebe auswirken könnte. Dazu muss zuerst die Struktur der freiburgischen Landwirtschaftsbetriebe untersucht werden. Die in den folgenden Tabellen verwendeten Referenzwerte stammen aus dem Jahr 2007 und gehen aus dem System GELAN zur Erhebung der Agrardaten für die Direktzahlungen hervor.

¹ vgl. Anhang: Tabelle Fall 1

² vgl. Anhang: Tabelle Fall 2

³ vgl. Anhang: Tabelle Fall 3

2.3.1 Freiburgische Betriebe nach SAK pro Produktionsgebiet

ANZAHL SAK	TALZONE	HÜGELZONE	BERGZONE 1 – 4	ANZAHL BETRIEBE
VON 0 – 0,75	225	94	144	463 (oder 15,8% des Totals)
VON 0,75 – 1	130	51	46	227 (oder 7,76% des Totals)
VON 1 – 1,25	118	56	67	241 (oder 8,24% des Totals)
mehr als 1,25	977	414	602	1993 (oder 68,2% des Totals)
Total	1450	615	859	2924 (oder 100%)

2.3.2 Freiburgische Betriebe, die zwischen 0,75 SAK und 1,0 SAK benötigen, pro Produktionszone und Grössenklasse

LN	Talzone	Hügelzone	Bergzone 1	Bergzone 2 – 4	Total	% im Verhältnis zu 2924
Von 0–10 ha	22	14	18	5	59	2,02%
Von 10–20 ha	63	35	15	7	120	4,1%
Von 20–30 ha	34	2	1	0	37	1,27%
Von 30 ha und +	11	0	0	0	11	0,37%
Total	130	51	34	12	227	7,76%

2.3.3 Freiburgische Betriebe von mehr als 20 ha, die zwischen 0,75 SAK und 1,0 SAK benötigen

LN	TALZONE	HÜGELZONE	BERGZONE 1	BERGZONE 2 – 4	TOTAL
VON 20 – 30 HA	34	2	1	0	37
% im Verhältnis zu 2924	1,16%	0,07%	0,03%	0%	1,27%
Von 30 ha und +	11	0	0	0	11
% im Verhältnis zu 2924	0,38%	0%	0%	0%	0,37%
Von 20 ha und +	45	2	1	0	48
% im Verhältnis zu 2924	1,54%	0,07%	0,03%	0%	1,64%

2.3.4 Schlussfolgerungen

Aus den unter Ziffer 2.3.1 zusammengefassten statistischen Daten geht hervor, dass der Anteil der freiburgischen Betriebe, die zwischen 0,75 SAK und 1,0 SAK benötigen, bei 7,76%, bzw. 227 Einheiten liegt. Diese Betriebe sind von der neuesten Änderung des BGG betroffen, wenn der freiburgische Gesetzgeber nicht gesetzgeberisch tätig wird.

Für die Betriebe von einer Grösse zwischen 0,75 SAK und 1,0 SAK, die Betriebe also, die von der Erhöhung des SAK-Grenzwerts betroffen sind, enthält die Tabelle 2.3.2 eine Aufteilung nach Grössenklasse. Statistisch lassen sich zwei Kategorien unterscheiden. Einerseits die Betriebe mit weniger als 20 ha: Es handelt sich hier vor allem um kleine Betriebe, deren Grösse vor dem Hintergrund der agrarpolitischen Entwicklung problematisch ist. Im Kanton gibt es 179 solche Betriebe. Bei der zweiten Kategorie handelt es

sich um Betriebe mit einer Fläche von mehr als 20 ha, also um Betriebe, die eine Grösse erreicht haben, die eine rationelle Bewirtschaftung ermöglicht. Diese Betriebe, von denen es 48 gibt, machen nur 1,64% der Gesamtheit der berücksichtigten Betriebe aus.

Wie man Tabelle 2.3.3 entnehmen kann, befinden sich nur 3 der 48 Betriebe, die 0,75 – 1,0 SAK benötigen und grösser als 20 ha sind in der Hügelzone und in der Bergzone 1. Die restlichen 45 Betriebe, die von der Anpassung auf Bundesebene betroffen sind, befinden sich in der Talzone. In der Regel handelt es sich hier um Betriebe ohne Vieh, die auf Ackerbau spezialisiert sind.

3. VORBEREITENDE ARBEITEN

Die Auswirkungen der Änderung des BGGB vom 5. Oktober 2007 wurden mit den freiburgischen Vertretern des Agrarbereichs diskutiert, insbesondere mit der Freiburger Landwirtschaftskammer und dem Freiburger Bauernverband.

Die Landwirtschaftskommission hat zudem gemäss dem Auftrag, der ihr mit dem Landwirtschaftsgesetz (Art. 11 Abs. 2 LandwG) übertragen wurde, zu den möglichen Optionen für den Kanton Freiburg aufgrund der Änderung des BGGB Stellung genommen. Sie vertritt die Meinung, dass der Spielraum, den das Bundesrecht dem Kanton mit Artikel 5 Bst. e BGGB gewährt, genutzt werden sollte, jedoch lediglich während einer Übergangsfrist.

4. VORSCHLAG DES STAATSRATS

Das eidgenössische Parlament war der Ansicht, dass der Rhythmus, den der Bundesrat der Entwicklung der landwirtschaftlichen Strukturen im Rahmen der AP 2011 geben wollte, verlangsamt werden sollte. Der Staatsrat schliesst sich dieser Meinung sowie derjenigen der Landwirtschaftskommission an und will jenen Landwirtschaftsbetrieben, die die neue minimale Betriebsgrösse von 1,0 SAK – oft um wenig – nicht erreichen, eine angemessene Übergangszeit gewähren, damit diese ihre laufenden Projekte, seien dies Betriebsübernahmen in Eigentum oder Investitionen, umsetzen können, ohne dabei durch die neue eidgenössische Mindestgrösse abrupt benachteiligt zu werden.

Eine andere Lösung würde darin bestehen, eine ständige Abweichung von der minimalen Betriebsgrösse 1,0 SAK zu beschliessen, wie dies der Kanton Bern für Betriebe im Berggebiet getan hat. In diesem Fall müsste eine entsprechende Bestimmung im geltenden Ausführungsgesetz vom 28. September 1993 zum Bundesgesetz über das bäuerliche Bodenrecht (AGBGG) verankert werden. Diese Lösung würde die Entwicklung der landwirtschaftlichen Strukturen im Kanton Freiburg, die sehr wohl angestrebt wird, jedoch in hohem Masse bremsen.

Bevorzugt wird deshalb die Lösung, das Inkrafttreten der betreffenden Bestimmungen im Kanton Freiburg aufzuschieben. Es wird daher vorgeschlagen, während einer Übergangszeit von etwas mehr als zwei Jahren, das heisst bis zum 31. Dezember 2010, die Mindestgrösse von 0,75 SAK für landwirtschaftliche Gewerbe beizubehalten. Somit kann verhindert werden, dass bei Betrieben, deren SAK leicht unter der neuen minimalen Betriebsgrösse liegt, anstehende Projekte wie Betriebsübernahmen oder andere Projekte, die auf eine dynamische Entwicklung des Betriebs hindeuten, unnötigerweise gefährdet wer-

den – unnötigerweise deshalb, da den Besitzern dieser Betriebe die Zeit und somit die Gelegenheit abgesprochen würde, diese Projekte umzusetzen.

Die vorgeschlagene Lösung besteht daher in einem Gesetz, mit dem die kantonale Abweichung von der Definition des landwirtschaftlichen Gewerbes nach BGGB zeitlich begrenzt wird. Sie ermöglicht den Landwirten, innerhalb einer vernünftigen Zeitspanne, die vom 1. September 2008 (Datum des Inkrafttretens Änderung des BGGB) bis zum 31. Dezember 2010 laufen würde, gegebenenfalls die nötigen Schritte zu unternehmen. Der Kanton Waadt wird sich sehr wahrscheinlich für eine ähnliche Lösung entscheiden; zwischen den beiden Kantonen hat zu diesem Thema ein fruchtbarer Austausch stattgefunden.

5. KOMMENTAR ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN

Artikel 1

Mit Artikel 1 soll im Kanton Freiburg die minimale Betriebsgrösse von 0,75 SAK für die Anerkennung eines Betriebs als landwirtschaftliches Gewerbe nach BGGB beibehalten werden.

Artikel 2

Gemäss dem Vorschlag des Staatsrates handelt es sich um eine vorübergehende Lösung, weshalb die Gültigkeitsdauer dieses Gesetzes am 31. Dezember 2010 endet.

Da das Bundesgesetz bereits am 1. September 2008 in Kraft getreten ist und damit rechtliche Kontinuität gewährleistet werden kann, wird vorgeschlagen, dass das vorliegende Gesetz rückwirkend auf das besagte Datum in Kraft tritt. Es sei daran erinnert, dass die eidgenössische Mindestgrösse bis zum 1. September 2008 bei 0,75 SAK lag.

6. FINANZIELLE UND PERSONELLE AUSWIRKUNGEN

Dieser Gesetzesentwurf hat keine finanziellen und personellen Auswirkungen.

7. AUSWIRKUNG DES ENTWURFS AUF DIE AUFGABENTEILUNG ZWISCHEN STAAT UND GEMEINDEN

Dieser Entwurf hat keine Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden.

8. ÜBEREINSTIMMUNG MIT DEM BUNDESRECHT UND EUROKOMPATIBILITÄT DES ENTWURFS

Die Änderungen oder Anpassungen, die dieser Gesetzesentwurf nach sich zieht, entsprechen dem Bundesrecht.

Dieser Gesetzesentwurf ist im Übrigen mit dem europäischen Recht vereinbar.

9. GESETZESREFERENDUM

Dieser Gesetzesentwurf untersteht dem Gesetzesreferendum. Er untersteht nicht dem Finanzreferendum.

ANHANG:

Fall 1: Gemischter Betrieb im Talgebiet (rund 0,75 SAK)

	ANZAHL			FAKTOR 2008		SAK
FÜR DIE LN	15.0	ha	x	0,028	=	0,420
SPEZIALKULTUREN		ha	x	0,3	=	
REBFLÄCHEN STEIL / TERRASSENLAGEN		ha	x	1,0	=	
ZUSCHLAG BIOLOGISCHER LANDBAU 20 %		ha	x	20 %	=	
HANGLAGEN (HZ/BZ) 18-35 %		ha	x	0,015	=	
NEIGUNG < 35 %		ha	x	0,03	=	
MILCHKÜHE, -SCHAFE, -ZIEGEN	5.00	SAK	x	0,043	=	0,215
MASTSCHWEINE		SAK	x	0,007	=	
ZUCHTSCHWEINE		SAK	x	0,04	=	
ANDERE NUTZTIERE	4.00	SAK	x	0,03	=	0,120
HOCHSTAMM-FELDOBSTBÄUME		Zahl:	x	0,001	=	
TOTAL SAK						<u>0,755</u>

Fall 1: Gemischter Betrieb im Talgebiet (rund 1,0 SAK)

	ANZAHL			FAKTOR 2008		SAK
FÜR DIE LN	15.0	ha	x	0,028	=	0,420
SPEZIALKULTUREN		ha	x	0,3	=	
REBFLÄCHEN STEIL / TERRASSENLAGEN		ha	x	1,0	=	
ZUSCHLAG BIOLOGISCHER LANDBAU 20 %		ha	x	20 %	=	
HANGLAGEN (HZ/BZ) 18-35 %		ha	x	0,015	=	
NEIGUNG < 35 %		ha	x	0,03	=	
MILCHKÜHE, -SCHAFE, -ZIEGEN	8.00	SAK	x	0,043	=	0,344
MASTSCHWEINE		SAK	x	0,007	=	
ZUCHTSCHWEINE		SAK	x	0,04	=	
ANDERE NUTZTIERE	8.00	SAK	x	0,03	=	0,240
HOCHSTAMM-FELDOBSTBÄUME		Zahl:	x	0,001	=	
TOTAL SAK						<u>1,004</u>

Fall 2: Gemischter Betrieb im Berggebiet (rund 0,75 SAK)

	ANZAHL			FAKTOR 2008		SAK
FÜR DIE LN	9.0	ha	x	0,028	=	0,252
SPEZIALKULTUREN		ha	x	0,3	=	
REBFLÄCHEN STEIL / TERRASSENLAGEN		ha	x	1,0	=	
ZUSCHLAG BIOLOGISCHER LANDBAU 20 %		ha	x	20 %	=	
HANGLAGEN (HZ/BZ) 18-35 %	4.00	ha	x	0,015	=	0,060
NEIGUNG < 35 %	2.00	ha	x	0,03	=	0,060
MILCHKÜHE, -SCHAFE, -ZIEGEN	6.00	SAK	x	0,043	=	0,258
MASTSCHWEINE		SAK	x	0,007	=	
ZUCHTSCHWEINE		SAK	x	0,04	=	
ANDERE NUTZTIERE	4.00	SAK	x	0,03	=	0,120
HOCHSTAMM-FELDOBSTBÄUME		Zahl:	x	0,001	=	
TOTAL SAK						<u>0,750</u>

Fall 2: Gemischter Betrieb im Berggebiet (rund 1,0 SAK)

	ANZAHL			FAKTOR 2008		SAK
FÜR DIE LN	9.0	ha	x	0,028	=	0,252
SPEZIALKULTUREN		ha	x	0,3	=	
REBFLÄCHEN STEIL / TERRASSENLAGEN		ha	x	1,0	=	
ZUSCHLAG BIOLOGISCHER LANDBAU 20 %		ha	x	20 %	=	
HANGLAGEN (HZ/BZ) 18-35 %	4.00	ha	x	0,015	=	0,060
NEIGUNG < 35 %	2.00	ha	x	0,03	=	0,060
MILCHKÜHE, -SCHAFE, -ZIEGEN	10.00	SAK	x	0,043	=	0,430
MASTSCHWEINE		SAK	x	0,007	=	
ZUCHTSCHWEINE		SAK	x	0,04	=	
ANDERE NUTZTIERE	7.00	SAK	x	0,03	=	0,210
HOCHSTAMM-FELDOBSTBÄUME		Zahl:	x	0,001	=	
TOTAL SAK						<u>1,012</u>

Fall 3: Ackerbaubetrieb im Talgebiet ohne Vieh (rund 0,75 SAK)

	ANZAHL			FAKTOR 2008		SAK
FÜR DIE LN	27.0	ha	x	0,028	=	0,756
SPEZIALKULTUREN		ha	x	0,3	=	
REBFLÄCHEN STEIL / TERRASSENLAGEN		ha	x	1,0	=	
ZUSCHLAG BIOLOGISCHER LANDBAU 20 %		ha	x	20 %	=	
HANGLAGEN (HZ/BZ) 18-35 % NEIGUNG < 35 %		ha ha	x x	0,015 0,03	= =	
MILCHKÜHE, -SCHAFE, -ZIEGEN		SAK	x	0,043	=	
MASTSCHWEINE		SAK	x	0,007	=	
ZUCHTSCHWEINE		SAK	x	0,04	=	
ANDERE NUTZTIERE		SAK	x	0,03	=	
HOCHSTAMM-FELDOBSTBÄUME		Zahl:	x	0,001	=	
TOTAL SAK						<u>0,756</u>

Fall 3: Ackerbaubetrieb im Talgebiet ohne Vieh (rund 1,0 SAK)

	ANZAHL			FAKTOR 2008		SAK
FÜR DIE LN	36.0	ha	x	0,028	=	1,008
SPEZIALKULTUREN		ha	x	0,3	=	
REBFLÄCHEN STEIL / TERRASSENLAGEN		ha	x	1,0	=	
ZUSCHLAG BIOLOGISCHER LANDBAU 20 %		ha	x	20 %	=	
HANGLAGEN (HZ/BZ) 18-35 % NEIGUNG < 35 %		ha ha	x x	0,015 0,03	= =	
MILCHKÜHE, -SCHAFE, -ZIEGEN		SAK	x	0,043	=	
MASTSCHWEINE		SAK	x	0,007	=	
ZUCHTSCHWEINE		SAK	x	0,04	=	
ANDERE NUTZTIERE		SAK	x	0,03	=	
HOCHSTAMM-FELDOBSTBÄUME		Zahl:	x	0,001	=	
TOTAL SAK						<u>1,008</u>

Fall 3: Ackerbaubetrieb im Talgebiet mit Mastvieh (rund 1,0 SAK)

	ANZAHL			FAKTOR 2008		SAK
FÜR DIE LN	27.0	ha	x	0,028	=	0,756
SPEZIALKULTUREN		ha	x	0,3	=	
REBFLÄCHEN STEIL / TERRASSENLAGEN		ha	x	1,0	=	
ZUSCHLAG BIOLOGISCHER LANDBAU 20 %		ha	x	20 %	=	
HANGLAGEN (HZ/BZ) 18-35 % NEIGUNG < 35 %		ha ha	x x	0,015 0,03	= =	
MILCHKÜHE, -SCHAFE, -ZIEGEN		SAK	x	0,043	=	
MASTSCHWEINE		SAK	x	0,007	=	
ZUCHTSCHWEINE		SAK	x	0,04	=	
ANDERE NUTZTIERE	9.00	SAK	x	0,03	=	0,270
HOCHSTAMM-FELDOBSTBÄUME		Zahl:	x	0,001	=	
TOTAL SAK						<u>1,026</u>

Loi

du

relative à la définition de l'entreprise agricole pour les années 2008, 2009 et 2010

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 5 let. a et 7 de la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur le droit foncier rural (LDFR);

Vu l'article 91 al. 1 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu la loi du 28 septembre 1993 d'application de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LALDFR);

Vu le message du Conseil d'Etat du 24 juin 2008;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

Sont soumises aux dispositions sur les entreprises agricoles les entreprises agricoles qui exigent au moins 0,75 unité de main-d'œuvre standard (UMOS) et qui remplissent les autres conditions fixées par l'article 7 LDFR.

Art. 2

¹ La présente loi entre en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2008 et expire le 31 décembre 2010.

² Elle est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Gesetz

vom

über die Definition des landwirtschaftlichen Gewerbes für die Jahre 2008, 2009 und 2010

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 5 Bst. a und 7 des Bundesgesetzes vom 4. Oktober 1991 über das bäuerliche Bodenrecht (BGBB);

gestützt auf Artikel 91 Abs. 1 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf das Ausführungsgesetz vom 28. September 1993 zum Bundesgesetz über das bäuerliche Bodenrecht (AGBGBB);

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 24. Juni 2008;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Den Bestimmungen über die landwirtschaftlichen Gewerbe unterstehen die landwirtschaftlichen Gewerbe, zu deren Bewirtschaftung mindestens 0,75 Standardarbeitskräfte (SAK) nötig sind und die die übrigen in Artikel 7 BGBB festgelegten Bedingungen erfüllen.

Art. 2

¹ Dieses Gesetz wird rückwirkend auf den 1. September 2008 in Kraft gesetzt und gilt bis 31. Dezember 2010.

² Es untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.